

Bulletin d'histoire politique

Historiographie de la Seconde Guerre mondiale

Dick van Galet Last



Volume 16, numéro 1, automne 2007

La Deuxième Guerre mondiale à l'étude (1ère partie)

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1054599ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1054599ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique

Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

van Galet Last, D. (2007). Historiographie de la Seconde Guerre mondiale. *Bulletin d'histoire politique*, 16(1), 153–161. <https://doi.org/10.7202/1054599ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2007

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Historiographie de la Seconde Guerre mondiale

DICK VAN GALEN LAST

Bibliothécaire et chercheur

Institut Néerlandais de Documentation de Guerre (NIOD), Amsterdam

La Seconde Guerre mondiale continue à susciter une avalanche de livres. Elle a pris fin il y a plus de 60 ans, mais nous sommes confrontés encore chaque jour à ses conséquences. Cette guerre se distingue déjà par ses chiffres de tous les autres conflits dans l'histoire. On évalue le nombre de morts à 50 millions au moins, dont presque 40 millions en Europe, et, ce qui la distingue de la Grande Guerre : deux-tiers étaient des civils. En plus il y a eu vingt millions des personnes déplacées, autrement dit des réfugiés.

La culture de mémoire explique en grande partie que la Seconde Guerre mondiale figure, en Europe en tout cas, presque chaque jour au programme d'une chaîne de télévision ou dans un article de journal. Mais parler d'une saturation de l'intérêt au ^{xx}e siècle serait prématuré. La télévision n'a pas encore tué le livre malgré la prépondérance de plus en plus évidente de l'image.

Il n'y aura bientôt plus de témoins vivants de la Seconde Guerre mondiale. Des vétérans de la Normandie ou du Pacifique, il y en a chaque jour quelques-uns de moins, de même qu'il y a chaque jour moins de rescapés vivants des camps de concentration, moins de résistants et moins de collaborateurs. Pourtant cela ne signifie pas que leurs voix se soient perdues une fois pour toutes. Les témoignages continuent à être publiés chaque jour, quand bien même ils n'apportent que rarement de l'eau au moulin de la connaissance historique. On peut parler ici de l'individualisation de l'histoire : un intérêt fort, porté à l'expérience de l'individu, marque les publications depuis les années 1990. Il y a certainement le souci d'inscrire notre histoire individuelle dans l'histoire collective, de sentir que la société est réunie.

Tolstoï avait déjà écrit qu'il était plus intéressé de comprendre pourquoi un soldat tuait un autre soldat et ce qu'il éprouvait à cet instant que de savoir comment exactement les différentes unités des armées étaient déployées

à Austerlitz. On retrouve cet intérêt psychologique pour le soldat et le citoyen dans beaucoup de titres comme *Hommes et femmes dans la France en guerre 1914-1945* (Payot, 2003). Un titre qui reflète aussi bien la tendance à étudier les conflits mondiaux dans leur cohésion et à les comprendre dans une même continuité de « brutalisation », tout en s'attachant à mettre en lumière les comparaisons et filiations possibles. La notion de culture de guerre introduite par John Horne et les historiens de l'Historial de Péronne va sans doute être reprise et développée par les historiens de la Seconde Guerre mondiale, donnant lieu à « une réflexion renouvelée sur la notion même de guerre mondiale et à une approche comparée des deux guerres, non pas dans le cadre traditionnel d'une histoire politique ou diplomatique, mais dans l'optique d'une histoire sociale et culturelle de l'activité guerrière au ^{xx}^e siècle ». Ainsi les institutions françaises comme l'Institut d'Histoire du Temps Présent (IHTP) s'efforce de comprendre la « violence de guerre ». Non pas la guerre comme violence, mais les différentes modalités de violences que ces deux guerres-là ont engendrées : violences anticipées, telles les constructions de l'image de l'ennemi, violences infligées, subies ou observées, violences remémorées ou refoulées. Elle s'intéresse aux acteurs : combattants et civils ; hommes et femmes ; témoins bourreaux et victimes ; individus et groupes. Elle s'intéresse aux lieux : le champ de bataille, la ville, les campagnes, les camps. Elle s'intéresse aux liens entre la violence de guerre et la violence politique.

Adolf Hitler était assurément loin de se douter que chacune de ses paroles, chacun de ses actes seraient étudiés avec tant de soin scrupuleux par un si grand nombre d'historiens. Il n'y a pas un jour de cette période 1939-1945, pas un événement qui n'ait été décrit et souvent à des moments différents, donc avec des approches différentes. Il en a résulté d'innombrables études dans lesquelles les auteurs s'évertuent à expliquer comment les faits ont dû se dérouler ou comment ils ont été reconstruits, pour emprunter à l'idiome postmoderne. Néanmoins, pour la plupart des historiens il existe des faits qui sont durs comme des balles. Par exemple les chiffres des victimes après un massacre sont durs. Cela dit, ce sont les faits moins durs qui intéressent le plus nos historiens, à savoir les faits sujets à des interprétations diverses. L'historiographie est toujours sujette à réinterprétation, critique et en réexamen.

Bien que les discussions continuent, il y a quand même des faits plus ou moins établis : il n'y a plus un historien sérieux pour croire que l'Opération Barbarousse était une opération de guerre préventive, et de plus en plus il s'avère indéniable que la campagne à l'Est était une guerre criminelle et raciste. Ce constat ne revient pas à ériger le génocide perpétré par les nazis sur les Juifs d'Europe en expérience centrale. Il s'impose surtout par la comparaison entre la guerre à l'Est et la guerre à l'Ouest. L'Union soviétique et la

Pologne comptent, à la fin de la guerre, en Europe, plus de morts que tous les autres belligérants réunis.

Indéniable aussi est la complicité de la *Wehrmacht* dans la Shoah. Est-ce que cette guerre barbare du coté allemand légitimait les bombardements alliés en Europe, surtout quand on sait que les bombardements continuels n'ont pas détruit plus d'un tiers de l'industrie allemande? Le débat reste ouvert. Inutile de dire que les points de vue sur des événements tels que Dresde, Oradour ou Hiroshima ont été sujets à des variations remarquables pendant ces 60 années passées. En plus du temps il y a la localisation qui détermine les différentes approches : un Européen a un regard tout à fait différent sur Hitler ou Churchill qu'un Arabe ou un Chinois. Et en Europe, le point de vue d'un Allemand est forcément très différent de celui d'un Anglais ou d'un Français. Dans le processus de globalisation il y a de plus en plus d'études qui prennent en considération les différences régionales. L'Institut néerlandais de la documentation de guerre (NIOD) à Amsterdam, est un de ces instituts où on encourage la comparaison entre l'Europe et l'Asie.

Les historiens de l'après-guerre ne peuvent qu'essayer de faire comprendre ce monde en flammes comme ils l'ont fait dans la série fameuse *Das Deutsche Reich und der Zweite Weltkrieg* éditée par le *Militärgeschichtliches Forschungsamt* à Potsdam, plus particulièrement dans le dernier volume qui a été récemment publié en deux parties : *Die deutsche Kriegsgesellschaft 1938-1945*. Volumes rédigés par différents historiens, ils reflètent ainsi l'hétérogénéité de l'objet de leurs études, le Troisième Reich. Car, contrairement à ce qu'on croyait il y a encore quelques décennies, personne ne le percevra plus comme un système cohérent de pouvoir et de terreur. Les contradictions internes parlent plutôt d'un système diffus de personnages et d'institutions concurrents manipulés selon le vieil adage *divide et impera* par un dictateur qui lui-même préférerait regarder des films que de s'occuper des affaires de l'État. Et ses soldats n'étaient-ils que des robots endoctrinés, ou plutôt des opportunistes sans scrupules? Ni l'un ni l'autre ou tous les deux? Quoi qu'il en soit, il est de moins en moins question d'une image close et univoque.

C'est bien la guerre vue d'en bas qui intéresse les historiens après toutes les recherches purement politiques ou militaires du siècle passé. À noter qu'il y a des modes, comme les *Gender Studies*, qui ont bien du mal à survivre. Reste à savoir si l'intérêt pour la masculinité et le *Körperkultur*, inspiré par les travaux de George Mosse, saura se maintenir. Cela dépend beaucoup aussi de l'intérêt public et de la médiatisation; la création des *Holocaust Studies* par exemple est souvent plus explicable par la culture de victimes dans laquelle nous nous trouvons que par une curiosité proprement historique.

Quoi qu'il en soit, on ne peut que constater avec Tony Judt dans son dernier livre brillant, *Postwar. A History of Europe since 1945* (Penguin, 2006), qu'à la fin du xx^e siècle, l'Holocauste s'est installé bien au centre de l'identité et de la mémoire occidentale. Tout comme, soixante ans après sa chute, le nazisme est omniprésent dans le débat sur l'identité allemande. La question est insistante, récurrente : comment un génocide a-t-il été possible, au cœur de l'Europe, dans un pays « civilisé », au milieu de ce xx^e siècle misant sur le progrès ? Bien que les faits et leur déroulement soient bien connus, les explications, elles, demeurent sujettes à réflexion, et pas seulement chez les historiens d'ailleurs. Il en va de même des génocides et autres purifications ethniques qui ont précédé l'Holocauste et qui lui ont succédé. Et ce sont d'ailleurs des questions qui sont devenues encore plus brûlantes aujourd'hui, à l'heure où l'euphorie initiale succédant à la chute du mur a été remplacée par un désenchantement et un repli sur les nationalismes d'antan. On ne peut que trop recommander ici les deux livres récents de Timothy Snyder et Marc Mazower, qui ont su intégrer dans leurs ouvrages la persécution des Juifs dans un contexte beaucoup plus large de violence inter ethnique¹.

Reste à noter la prépondérante anglo-saxonne et allemande sur l'historiographie française. Avec ses très grosses synthèses sur le Troisième Reich, *The Coming of the Third Reich* et *The Third Reich in Power* (Allen Lane, 2003 et 2005), l'Anglais Richard Evans bat encore les grosses monographies allemandes. Les historiens militaires sont sans doute plus familiers avec les noms de Richard Overy et John Keegan. Il ne se passe pratiquement pas une année sans qu'ils ajoutent un nouveau titre à leurs publications. Overy a pu profiter de l'ouverture des archives des anciens pays communistes. Après les œuvres de Basil Liddell Hart, Andreas Hillgruber, Lothar Gruchmann et Gerhard Weinberg, c'est John Keegan qui a donné la synthèse la plus récente de la Seconde Guerre mondiale. Depuis les années 1990, l'histoire militaire a connu une transformation véritable. Mais Keegan, qui raconte les faits et gestes d'Hitler, Churchill, Roosevelt et Staline avec un sens aigü de la dimension dramatique, reste un conservateur convaincu. Selon lui, la contribution de la résistance à la libération des pays occupés par les nazis était quasiment sans effet. Les 1 000 hommes au Bletchley Park étaient selon lui beaucoup plus efficaces. Keegan ne s'intéresse guère aux recherches plus récentes sur l'histoire sociale de la *Wehrmacht* allemande ou sur la politique d'oppression et de destruction dans les pays soviétiques occupés. Pourtant, *Das Deutsche Reich und der Zweite Weltkrieg*, éditée par le *Militärgeschichtliches Forschungssamt*, est loin d'être la seule publication à confirmer la responsabilité de la *Wehrmacht* dans l'extermination des 2,2 millions de prisonniers de guerre russes par la faim, le froid et la maladie. Pour Rüdiger Overmans c'est bien le

crime allemand le plus important de la Seconde Guerre mondiale, surpassé uniquement par le génocide des Juifs. Hitler est revenu sur scène comme le véritable architecte de la Shoah et de la politique étrangère même si, comme le souligne Christian Leitz, il laissait un peu d'espace aux initiatives d'un Göring et d'un Ribbentrop². Il était aussi l'architecte de la stratégie militaire, une image confirmée par Ian Kershaw dans sa biographie magistrale d'Hitler. Et l'homme continue à fasciner. Depuis sa sortie il y a quelques mois, des millions d'Européens ont vu *La Chute*, film qui décrit les derniers moments d'Hitler dans son bunker de Berlin encerclé par l'armée rouge.

Des institutions telles que l'Imperial War Museum en Angleterre ou le Militärgeschichtliches Forschungs Amt en Allemagne se montrent plus productives que leur organisations jumelles en France. Bien sûr, il y a des exceptions et c'est le cas par exemple de la nouvelle approche de l'extermination des Juifs par Florent Brayard de l'IHTP qui a reconstruit le processus de radicalisation en vertu duquel Hitler se décidera à exterminer tous les Juifs en Europe au cours du printemps 1942³.

La Seconde Guerre mondiale avait bouleversé le système international : les anciennes puissances coloniales, la Grande Bretagne et la France, sont victorieuses mais ruinées. La France a perdu sa puissance militaire, son prestige international et sa prospérité économique en mai-juin 1940⁴. Quant à l'Allemagne, elle est mise à très rude épreuve après la fin de la guerre, car elle se trouve soudain privée des richesses soustraites aux pays conquis par ses armées. À la spoliation de ces pays correspondait d'ailleurs la spoliation des Juifs que l'historien allemand Götz Aly considère comme le moteur même de la Shoah : « La Shoah restera incomprise tant qu'elle ne sera pas analysée comme le plus terrible meurtre prédateur de masse de l'histoire moderne. » Sur ce point, tout le monde n'est pas d'accord. Mais il n'en reste pas moins que la spoliation des Juifs constitue effectivement la phase initiale de l'Holocauste. Les études de l'Holocauste se caractérisent depuis une quinzaine d'années par une approche locale et régionale.

Citons aussi l'étude de Rolf-Dieter Müller du même *Militärgeschichtliches Forschungsamt*, *Der Zweite Weltkrieg* (Klett Cotta, 2004). Ce n'est pas la description des victoires ou des batailles perdues qui l'intéressent. Il tente de comprendre le phénomène de la guerre totale dans la complexe interaction des différents champs d'histoire aussi bien histoire politique, militaire, sociale, économique et technique. En plus il résume les débats historiographiques d'hier et il tente de prévoir ceux qui sont à venir. Il n'a pas peur des vérités aussi crues qu'elles puissent être pour bien des survivants. Sans les « mais » et les « pourvu que » qui nuisent à la clarté de tant d'études historiques, il estime que le crime d'origine du régime nazi était déjà bel et bien

commis avec la complicité de la majorité des allemands dès 1939. Il est là d'emblée à l'heure du déclenchement d'une guerre vouée à la conquête des pays étrangers, à la spoliation des peuples assujettis et à la liquidation pure et simple des prétendues races inférieures. Il décrit comment la résistance sans faille de Churchill a forcé le *Führer* à changer ses priorités et à retourner à sa politique de base : la conquête d'espace vital à l'Est et la création d'un grand Reich en Europe.

Mais, interroge Ian Kershaw, est-il possible que Hitler ait manqué sa chance en 1940 en se décidant pour l'Opération Barberousse ? Juste après la défaite de la France, le 31 juillet, Hitler décida d'attaquer l'Union soviétique⁵. Il voulait conquérir Londres via Moscou. Kershaw se demande si une politique alternative était possible. Tandis qu'Hitler, obsédé par son désir de l'espace vital à l'Est, voulait obtenir l'amitié britannique afin de détruire l'Union soviétique, le haut commandement de la Marine allemande considérait la destruction de la puissance mondiale britannique comme but général de la guerre. Dans leur opinion, la construction d'un vaste empire colonial allemand servirait de base pour défier et vaincre les États-Unis. Cet empire comprendrait une grande zone coloniale en Afrique centrale et des postes stratégiques comme Dakar, et les îles françaises dans l'Océan Indien. Mais ces aspirations mondiales n'auraient aucune valeur sans une défaite de l'Angleterre. Pour Hitler les idées coloniales ne seraient à réaliser qu'après la défaite bolchevique. Hitler ne voulait pas détruire l'empire britannique, parce que cela nuisait aux intérêts de la race blanche. Hitler a été d'ailleurs toujours sceptique quant aux chances d'une invasion allemande de l'Angleterre et le 17 septembre 1940 il décide de différer jusqu'à une date indéterminée l'Opération Otarie. La Marine changeait alors ses projets et indiquait que la meilleure façon d'attaquer la Grande-Bretagne consisterait à l'affaiblir par une guerre menée avec les Italiens dans la Méditerranée. Plus concrètement à attaquer Gibraltar et à fermer le canal de Suez par une percée jusqu'en Égypte par la Libye. Hitler donna son accord aux préparatifs d'une action méditerranéenne tout en poursuivant les préparatifs de l'Opération Barberousse. Cependant la flotte allemande était encore trop petite et il y avait des problèmes internationaux à surmonter : plaire aux trois acteurs méditerranéens, Franco, Pétain et Mussolini, serait difficile. La stratégie militaire était une fois de plus dépendante des percées diplomatiques importantes. Le naufrage de cette stratégie périphérique était dû à l'échec de ces négociations, en particulier avec Franco. En échange d'une attaque sur Gibraltar, Franco exigea le 23 octobre 1940 non seulement la livraison des matériels (armements et denrées alimentaires) mais la mainmise sur le Maroc et sur Oran. Franco s'avérait une fois de plus un renard rusé qui ne voulait pas s'engager dans une guerre dont l'issue lui paraissait incertaine.

La rencontre avec Pétain le lendemain s'avéra tout aussi infructueuse ; le Maréchal ne voulait pas non plus s'engager dans une guerre contre la Grande-Bretagne. Bref, Hitler ne pouvait pas satisfaire Franco sans irriter Pétain et il ne pouvait pas plaire à Pétain sans déplaire à Mussolini. Fin octobre, celui-ci avait envahi la Grèce sans avertir son allié allemand : la coopération italo-allemande dans la Méditerranée avait mal commencé. Théoriquement, dit Kershaw, il eût été possible que la guerre prenne un autre cours si Hitler s'était laissé convaincre par les arguments de la marine nationale pour mener une action en Méditerranée. Vous êtes beaucoup mieux placés que moi pour imaginer les possibles conséquences de cette alternative : un affaiblissement considérable de l'empire britannique et, qui sait, un effondrement de ses colonies au Moyen-Orient et aux Indes. Cependant Kershaw estime que pour Hitler, il n'existait somme toute pas de stratégie alternative à sa quête d'espace vital et à la destruction de son ennemi mortel. Et d'affirmer que Hitler n'avait d'autre choix que la fuite en avant : balayer la Russie comme une averse de grêle : « *It was madness, but there was method in it.* » Ces jeux d'imagination ont du moins le mérite de montrer que l'histoire aurait pu prendre un cours très différent, et cette conscience est sûrement aussi la qualité de livres comme *Dark Continent* de Mark Mazower (Penguin, 1998).

1945 marque un tournant analogue à 1648, comme l'a observé récemment Ian Kershaw⁶. Contrairement aux années 1960 et 1970, où l'on s'intéressait surtout aux origines des guerres mondiales, on porte maintenant une attention croissante aux sorties des guerres. La chute des dictatures communistes a ouvert le chemin à beaucoup d'études sur les périodes de libération, d'épuration, de réintégration et de transition. En l'occurrence, un nouveau sujet d'étude est apparu : l'engagement des militaires dans les tâches civiles. On peut souligner ici l'apport des militaires dans les régimes d'occupation : comment les militaires contribuent à la reconstruction d'un pays dévasté par la guerre et comment ils se situent dans un gouvernement civil. L'occupation de la Rhénanie et autres parties d'Allemagne par des troupes alliées après les deux guerres mondiales pourraient-elle mettre en relief les problèmes que rencontrent par exemple les troupes américaines et leurs alliés en Afghanistan et en Irak⁷ ?

L'intérêt porté aux sorties de guerre explique aussi la thématique du retour des prisonniers des camps de concentration et des prisonniers de guerre. La captivité de soldats aux mains des armées ennemies fait partie de la guerre classique. Pourtant, la mobilité croissante des armées, qui constitue une des nouveautés essentielles de la Seconde Guerre mondiale, eut pour conséquence une explosion du nombre de soldats faits prisonniers. Parmi eux, à l'âge de la guerre totale, les militaires de carrière constituaient une

petite minorité par rapport aux mobilisés, issus de toutes les couches sociales. Leur absence affectait donc l'ensemble des sociétés en guerre. Par la durée de la captivité, leur expérience s'étale du début des hostilités jusqu'aux dernières libérations intervenues plusieurs années après la fin de la guerre. L'histoire de la captivité en elle-même a fait l'objet de nombreuses études depuis de longues années, mais ce n'est que récemment que l'historiographie a abordé la question de l'impact du retour des prisonniers sur les sociétés d'après-guerre. Un exemple de cet intérêt nouveau pour les prisonniers de guerre est le recueil édité par Bob Moore : *Prisoners of war, prisoners of peace : captivity, homecoming and memory in World War II* (Berg, 2005). Quel fut son impact politique, tout particulièrement si l'on prend en compte les efforts de rééducation des ennemis ? Quel fut l'impact social du retour des prisonniers et comment s'est déroulée la réintégration de ces millions d'hommes après tant d'années d'absence dans leurs familles ? Quel fut enfin l'impact culturel et comment a-t-on intégré la mémoire de l'humiliation que constitue la capture dans les différents récits nationaux ?

Dans l'historiographie anglo-saxonne, on peut parler depuis un certain temps d'un intérêt croissant pour le rôle des troupes coloniales lors des conflits mondiaux. Et après l'ouvrage magistral sur la période 1914-1930 de Christian Koller, *Von Wilden aller Rassen niedergemetzelt* (Siedler, 2002), on attend une synthèse sur leur apport pendant la Seconde Guerre mondiale. La France fut la seule à recruter massivement des soldats dans ses colonies d'Afrique pour combattre sur le sol européen et à soumettre les « indigènes » à un impôt du sang. L'armée française reconstituée par De Gaulle était composée aux deux tiers de troupes africaines. Par ailleurs, les crimes de guerre commis à l'encontre des troupes africaines pendant la campagne de mai-juin 1940 et aussi les mauvais traitements subis par les prisonniers de guerre noirs pendant la Deuxième Guerre mondiale, reflètent la dimension raciale des conflits mondiaux. Les belligérants se comportaient d'une façon très différente avec les ennemis différents, surtout quand ces différences étaient de nature raciale. La propagande nazie décrivait le soldat français « comme un africain hideux agressant sexuellement les femmes aryennes blondes ». C'est en des stéréotypes similaires que les soldats afro-américains de l'armée américaine étaient dépeints, ce qui traduit bien la connexité de race, de sexe et d'identité nationale. Les dimensions raciales de la guerre du Pacifique, elles, étaient déjà analysées par Christopher Thorne et John Dower, mais on en trouvera une illustration plus récente dans *Race War : White Supremacy and the Japanese Attack On the British Empire* (New York University Press, 2004) où Gerald Horne analyse les relations complexes entre colons, colonisés et conquérants.

CONCLUSION

Pour conclure, ni sur le plan méthodologique ni sur le plan analytique on ne peut apercevoir de grandes rénovations dans l'historiographie de la Seconde Guerre mondiale. C'est surtout parmi les historiens de la Première Guerre mondiale que l'on trouve des rénovateurs. L'historien Pieter Lagrou a constaté il y a déjà trois ans que les historiens de la Seconde Guerre mondiale observent avec une certaine jalousie l'émergence d'une nouvelle historiographie de la Grande Guerre, qui a placé la violence de guerre au centre de son analyse. Cette nouvelle approche a permis un véritable renouveau de l'historiographie de la guerre, en créant des ouvertures vers l'histoire sociale et culturelle, et surtout, en ouvrant des perspectives nouvelles à une véritable historiographie transnationale et comparative. Il faut maintenant que les historiens de la Seconde Guerre mondiale s'y mettent.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Mark Mazower, *Salonica. City of Ghosts. Christians, Muslims and Jews 1430-1950*, Londres, Harper Collins, 2004. Timothy Snyder, *The Reconstruction of Nations. Poland, Ukraine, Lithuania, Belarus, 1569-1999*, Yale University Press, 2003. Voir aussi : Jacques Sémelin, *Purifier et détruire. Usages politiques des massacres et génocides*, Paris, Seuil, 2005. S. Audoin-Rouzeau et al. (dir.), *La violence de guerre 1914-1945*, Bruxelles, Complexe, 2002.
2. Christian Leitz, *Nazi Foreign Policy 1933-1941. The Road to Global War*, Londres, Routledge, 2003.
3. Florent Brayard, *La « solution finale de la question juive ». La technique, le temps et les catégories de la décision*, Paris, Fayard, 2004.
4. Pieter Lagrou, « Beyond memory and commemoration : coming to terms with war and occupation in France after 1945 », dans Dominick Geppert (dir.), *The Postwar challenge 1945-1958*, Oxford University Press, 2003, p. 65-80. Voir aussi Pieter Lagrou, *Mémoires patriotiques et Occupation nazie. Résistants, requis et déportés en Europe occidentale, 1945-1965*, Bruxelles, Complexe, 2003.
5. Ian Kershaw, « Did Hitler miss his chance in 1940? », dans Neil Gregor (dir.), *Nazism, War and Genocide*, University of Exeter Press, 2005, p. 110-13.
6. Ian Kershaw, « Europe's Second Thirty Years War » dans *History Today*, septembre 2005, p. 11.
7. Ute Gerhard, *Soziologie der Stunde Null*, Suhrkamp, 2005.